



Règlement relatif à la participation communale aux contrôles et soins dentaires scolaires

L'assemblée communale

Vu la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo; RSF 140.1) et son règlement d'exécution du 28 décembre 1981 (RELCo; RSF140.11);

Vu la loi du 19 décembre 2014 sur la médecine dentaire scolaire (LMDS; RSF 413.5.1) et son règlement d'exécution du 21 juin 2016 (RMDS; RSF 413.5.11);

Vu l'ordonnance fixant la valeur du point du tarif des prestations du Service dentaire scolaire (RSF 413.5.17),

Vu la loi du 16 novembre 1999 sur la santé (LSan; RSF 821.0.1) ;

Vu l'ordonnance du 9 mars 2010 concernant les fournisseurs de soins (OFS; RSF 821.0.12);

édicte :

Article premier - But et champ d'application

¹ Le présent règlement a pour but de déterminer l'étendue de la participation communale aux coûts des contrôles et des soins dentaires scolaires en faveur des parents domiciliés sur le territoire communal.

² Sont subventionnés les contrôles et les soins dentaires des enfants et des jeunes domiciliés dans le canton de Fribourg en âge de scolarité obligatoire ou qui fréquentent les établissements de la scolarité obligatoire, après déduction des prestations allouées par des tiers (institutions d'assurance, etc.).

Article 2 - Aide financière de la commune

¹ L'aide financière de la commune est accordée pour les prestations fournies par le Service dentaire scolaire (ci-après : le Service) ou par un ou une médecin dentiste privé/e autorisé/e à pratiquer à titre indépendant dans le canton de Fribourg ou dans un autre canton confédéré.

² La valeur du point retenue pour le calcul de l'aide financière est au maximum celle appliquée par le Service.

Ces prestations comprennent :

- a) les contrôles;
- b) les soins dentaires;

Article 3 - Contrôles et soins dentaires

¹ Les coûts des contrôles et des soins dentaires font l'objet d'une aide financière, conformément au tableau annexé « Barème de réduction ». Celle-ci est fixée en fonction du revenu déterminant de la détentrice, du (des) détenteur (s) de l'autorité parentale, soit le revenu net (chiffre 4.91 du dernier avis de taxation fiscale).

² L'aide financière est fixée à un montant maximal de Fr. 250.- par enfant et par année.

³ Aucune subvention n'est accordée lorsque la fortune imposable (code 7.91 de l'avis de taxation) dépasse CHF 250'000.00.



COMMUNE DE BILLENS-HENNENS

Article 4 - Traitements orthodontiques

Aucune aide financière n'est accordée pour les traitements orthodontiques.

Article 5 - Voies de droit

¹ Les décisions prises par le conseil communal ou un organe subordonné au conseil communal en application du présent règlement sont sujettes à réclamation auprès du conseil communal dans les 30 jours dès la notification de la décision (art. 103 du code de procédure et de juridiction administrative : CPJA ; art. 153 al. 2 et 3 LCo).

² Les décisions sur réclamation du conseil communal sont sujettes à recours auprès du préfet dans les 30 jours dès la notification de la décision sur réclamation (art. 116 al. 2 CPJA et art. 153 al. 1 LCo).

Article 6 - Abrogation des dispositions antérieures

Les éventuelles dispositions antérieures au présent règlement sont abrogées.

Article 7 - Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction de la santé et des affaires sociales.

Adopté par l'assemblée communale, le 27 mai 2019

La Syndique

Evelyne Jaquet



La Secrétaire

Carine Meister

Approuvé par la Direction de la santé et des affaires sociales, le 16 septembre 2020


Anne-Claude Demierre
Conseillère d'Etat, Directrice



COMMUNE DE BILLENS-HENNENS

Annexe au règlement relatif à la participation communale aux contrôles et soins dentaires scolaires – barème de réduction

Nombre enfants	jusqu'à 35'000.-	40'000.--	45'000.-	50'000.--	55'000.--	60'000.--	65'000.--	70'000.--	75'000.--	80'000.--	Plus de 80'000.--
1	4	4	3	2	1						
2	4	4	4	3	2	1					
3	4	4	4	4	3	2	1				
4	4	4	4	4	4	3	2	1			
5	4	4	4	4	4	4	3	2	1		
6 et plus	4	4	4	4	4	4	4	3	2	1	

Catégorie

- 4 = 80 % à charge de la commune
- 3 = 60 % à charge de la commune
- 2 = 40 % à charge de la commune
- 1 = 20 % à charge de la commune
- Zone hachurée = 100 % à charge des parents

Adopté par l'assemblée communale le 27 mai 2019

La Syndique
Evelyne Jaquet

La Secrétaire
Carine Meister



Approuvé par la Direction de la santé et des affaires sociales, le

16 septembre 2020

Anne-Claude Demierre
Conseillère d'Etat, Directrice

AC Demierre